

# SEEMAG

N° 22  
Été  
2021

Toulouse  
School of  
Economics

Sauver  
le bien  
commun



# À la recherche du bien commun

Une excellente façon de conceptualiser le bien commun est de faire appel à la théorie du "voile de l'ignorance". Imaginez que vous n'êtes pas encore né et que vous vous demandez : "Dans quel monde voudrais-je vivre ?" sans savoir dans quelle famille, quand ou à quel endroit vous pourriez atterrir. Cette posture neutre dans l'approche des choix collectifs apporte une solution éthique au problème de la définition du bien commun, ou d'une société idéale, compte tenu de ses nombreuses contraintes.

Alors que les inégalités se creusent un peu partout dans le monde et que le réchauffement climatique menace nos sociétés, il faut sauver le bien commun. Pour tenter de trouver des solutions, TSE, Challenges et Les Échos ont organisé, avec le soutien de nombreux partenaires, un sommet international qui s'est tenu à Paris et dans le monde entier les 27 et 28 mai. Réunissant six lauréats du Prix Nobel, dix PDG et de nombreux experts de différents domaines, l'événement a abordé le réchauffement climatique, les inégalités, la crise Covid-19, ainsi que l'avenir des transports et de la finance.

Je tiens personnellement à remercier tous les participants et les équipes qui ont rendu l'événement possible : ces deux jours d'échanges ont été extrêmement riches en recommandations et idées clés. Nombre d'entre elles, et d'autres, se retrouvent dans le récent rapport qu'Olivier Blanchard et Jean Tirole ont remis au gouvernement français sur l'avenir de nos sociétés.

Dans ce magazine, vous trouverez les principales conclusions du rapport ainsi que les points forts du Sommet du bien commun 2021. Alors que la pandémie fait toujours rage, le monde a grand besoin de conseils scientifiques et le contenu de ce magazine illustre à quel point TSE prend à cœur sa mission de contribuer au débat public et de proposer des conclusions claires issues de la recherche académique.

Je vous souhaite une bonne lecture et espère vous voir tous bientôt en personne à Toulouse ou ailleurs.



**Christian Gollier,**  
Directeur de TSE

## Actualités & Prix

4. Prix et nominations

## Rapport

6. La France face à l'avenir  
**Olivier Blanchard**  
**Jean Tirole**

## Sommet Sauver le bien commun

14. Définir le bien commun  
**Emmanuel Macron**  
**Jean Tirole**

16. Taxer les riches, protéger les plus pauvres  
**Abhijit Banerjee**  
**Esther Duflo**

18. Le coût de la transition climatique  
**Philippe Ducom**  
**Jean-Pierre Farandou**  
**Christian Gollier**

20. Le défi des transports  
**Thierry Mallet**  
**Mathias Reynaert**  
**Boris Winkelmann**

21. Financer le bien commun  
**Jean-Laurent Bonnafé**  
**Catherine Casamatta**  
**Philipp Hildebrand**

22. Morts de désespoir : l'histoire de deux Amériques  
**Angus Deaton**

24. Croissance et inégalités  
**Philippe Aghion**  
**Bernard Gaiinier**  
**Amartya Sen**  
**Stefanie Stantcheva**

25. Financer l'innovation pharmaceutique  
**Pierre Dubois**  
**Eric Ducourneau**  
**Alexandre Mérieux**  
**Marisol Touraine**

26. Bons et mauvais emplois  
**Daron Acemoglu**

28. La régulation numérique  
**Thierry Breton**  
**Jacques Crémer**  
**Bengt Holmström**  
**Luc Julia**

30. La dette  
**Olivier Blanchard**  
**Hélène Rey**  
**Jean Tirole**

Magazine Biannuel de Toulouse School of Economics

1, Esplanade de l'Université,  
31000 Toulouse  
France

[www.tse-fr.eu](http://www.tse-fr.eu)

[contact@tse-fr.eu](mailto:contact@tse-fr.eu)

Tél +33 (0) 5 67 73 27 68

Directeur de la publication :  
**Christian Gollier**

Rédacteur en chef :  
**Joël Echevarria**

Editeur en chef :  
**Jennifer Stephenson**

Responsable de production :  
**Jean-Baptiste Grossetti**

Avec l'aide de :  
**James Nash**

Maquette graphique  
**Blackpaper.fr**

Magazine édité à  
1000 exemplaires

ISSN: 2554-3253

Crédits photos :

**Studiochiz**  
**Laurent Blevennec** /  
Présidence de la République  
**Bryce Vickmark** / MIT  
**Bruno Levy** / Challenges  
Wikimedia  
Freepik  
Unsplash

Ce magazine a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme d'Investissements d'Avenir portant la référence ANR-17-EURE-0010



## Actualités



### TSE inaugure son centre de recherche en économie de la santé

Nous sommes fiers de présenter notre quatrième centre de recherche. Cette nouvelle initiative encourage la recherche innovante qui aide les organisations publiques et privées à répondre aux problèmes de santé et à améliorer la qualité et l'accès aux soins en France et dans le monde.

L'équipe pluridisciplinaire du centre de santé TSE se concentrera sur cinq domaines de recherche clés : industrie pharmaceutique et réglementation, innovation en santé, santé publique, soins de longue durée et vieillissement, économie de l'alimentation et des comportements sains et économie des pandémies.

Nous sommes profondément reconnaissants à nos trois principaux donateurs - bioMérieux, GIE GERS, et le LEEM - pour leur soutien, ainsi qu'à notre sponsor, Urosphere.



### Marie-Françoise Calmette rejoint une agence gouvernementale

En janvier 2021, le ministère français de l'économie a nommé Marie-Françoise Calmette (TSE-UT1C) membre du groupe de référence pour l'évaluation des contributions de la France à l'aide au commerce de 2009 à 2019. Marie-Françoise apportera ses connaissances en tant qu'experte de TSE sur le développement des pays émergents.

### Félicitations à nos doctorants

Voici les postes obtenus par nos candidats pour la prochaine rentrée académique :

**Nicolas Bonneton** - University of Mannheim - Professeur Assistant  
**Jacopo Bregolin** - University of Liverpool - Professeur Assistant  
**Christophe Bruneel** - KU Leuven - Professeur Assistant  
**Matheus De Souza Bueno** - OCDE  
**Joana Duran-Franch** - Postdoc à Columbia  
**Jacint Enrich Moya** - Postdoc à Pompeu Fabra  
**Christophe Gaillac** - Postdoc au Nuffield College  
**Kunal Khainar** - Bank of England  
**Willy Lefez** - Postdoc à la Berlin School of Economics  
**Charles Pébureau** - Post doc à Stanford  
**Stefan Pollinger** - Sciences Po Paris - Professeur Assistant  
**Kevin Remmy** - Postdoc à l'Université de Mannheim  
**Yang Yang** - Nanjing University - Professeur Assistant  
**Miguel Zerecero** - UC Irvine - Professeur Assistant  
**Ling Zhou** - Postdoc à l'Université de Padova

## Prix



### Prix BDF-TSE en économie monétaire

Ces prix sont décernés conjointement par la Banque de France et TSE pour distinguer des chercheurs universitaires qui ont développé des concepts pour améliorer notre compréhension de l'économie monétaire et de la finance. Le 21 mai, le prix Senior a été décerné à John Moore (Université d'Edimbourg). Le Prix Junior Europe a été attribué à Silvana Tenreyro (LSE) et le Prix Junior Monde a été attribué à Emi Nakamura et Jón Steinsson (Université de Berkeley).

### Toulouse en tête des classements en Europe

Le classement de Shanghai 2021 a placé TSE au premier rang des universités françaises et européennes en économie. L'Université de Chicago s'est emparée de la première place du classement mondial, Toulouse se situant en 22<sup>ème</sup> position.

### Emmanuelle Auriol reçoit le prix de la conformité antitrust

Emmanuelle Auriol de TSE, avec Erling Hjelmeng et Tina Søreide, a remporté le prix académique des 2021 Antitrust Compliance Awards pour son article "Deterring corruption and cartels : In search of a coherent approach", publié dans Concurrences en 2017. L'objectif de ces prix est de contribuer et de promouvoir la mise en conformité dans le domaine des ententes et des abus de position dominante.

### Le SBCA récompense des chercheurs de TSE

Deux membres de TSE figurent parmi les lauréats des prix décernés cette année par la Society for Benefit-Cost Analysis (SBCA). James Hammitt (professeur associé TSE - Harvard) a reçu le Outstanding Achievement Award, tandis que Henrik Andersson (TSE - UT1C) a reçu le Richard Zerbe Distinguished Service Award (conjointement avec Massimo Florio).

### Matthieu Bouvard nommé meilleur jeune chercheur

Le prix annuel du meilleur jeune chercheur en finance et assurance a été décerné à Matthieu Bouvard (TSE-UT1C) et Kim Peijnenburg (Edhec). Ce prix est décerné par l'Institut Louis Bachelier en collaboration avec la Fondation d'entreprise SCOR pour la science.

### Paul Seabright reçoit le prix Guido & Maruccia Zerilli-Marimo 2020

Ce prix annuel récompense des travaux qui mettent en évidence le rôle de l'économie libérale dans le progrès des sociétés et l'avenir de l'humanité. Le chercheur TSE-IAS-UT1C a reçu ce prix pour l'ensemble de sa carrière.

# La France face à l'avenir

Olivier Blanchard  
Jean Tirole

L'été dernier, alors que la pandémie faisait rage dans le monde entier, le président français Emmanuel Macron a demandé à Olivier Blanchard, ancien économiste en chef du FMI, et à Jean Tirole de présider une commission indépendante sur les défis de la société post-covid. Récemment remis à l'Elysée, leur rapport en trois parties se concentre sur le réchauffement climatique, les inégalités et le changement démographique. Les deux auteurs principaux ont répondu à nos questions sur leur rapport et ses principales conclusions.

## Qu'est-ce qui vous a motivé à écrire ce rapport ?

**Jean Tirole :** Nos sociétés sont confrontées à des défis sans précédent avec la pandémie de Covid-19 et ses conséquences. Sortir de la crise, faire face à la montée du chômage et aux risques de faillite, favoriser la reprise économique ou gérer la dette publique et privée seront des objectifs compliqués pour chaque gouvernement. En outre, les difficultés structurelles qui prévalaient avant la Covid-19 sont toujours d'actualité et ont souvent été exacerbées par la pandémie. C'est pourquoi, lorsque le président Macron nous a demandé de présider une commission chargée de traiter ces questions structurelles, avec l'assurance que nous aurions toute liberté pour choisir les membres de la commission et que nous pourrions présenter nos conclusions en toute indépendance, nous avons accepté avec enthousiasme.

**Olivier Blanchard :** Nous avons choisi les 24 membres avant tout pour leur expertise en économie. Ils appartiennent à des courants intellectuels et politiques très divers. Ils sont répartis en trois groupes égaux : Français, européens non français et américains. L'un de nos membres, Emmanuel Farhi (Harvard), est malheureusement décédé l'été dernier, quelques heures seulement après avoir participé à l'une de nos sessions plénières. Ce rapport est dédié à la mémoire de cet homme et chercheur exceptionnel.

## Quelles sont vos recommandations pour lutter contre le réchauffement climatique ?

**JT :** L'urgence du réchauffement climatique exige une action rapide et à grande échelle, et le succès dépendra largement des avancées technologiques. Il faut éviter d'augmenter les coûts de la transition écologique, qui seront de toute façon élevés, en optant pour des mesures qui ne sont pas efficaces. La bonne nouvelle c'est que l'opinion publique est clairement préoccupée par le réchauffement climatique, la mauvaise c'est la réticence à supporter le coût de la transition écologique et ses conséquences sur les modes de vie. Dans le même temps, le manque de transparence sur le coût et l'efficacité des différentes mesures ne facilite pas la discussion.

L'attitude du public à l'égard des taxes vertes est davantage déterminée par leur visibilité que par leur efficacité. Bien qu'impopulaire, la tarification du carbone est essentielle à la transition, non seulement car elle encourage les comportements plus écologiques et stimule la R&D verte de manière transparente et efficace, mais, et c'est peut-être le plus important, parce qu'elle permet aux décideurs économiques d'écarter les solutions trop coûteuses. Le système actuel est trop restreint, affaibli par l'utilisation abusive d'exemptions et

## Principaux contributeurs

### Partie 01 Le réchauffement climatique

**Christian Gollier**  
Directeur, TSE

**Mar Reguant**  
Professeur Associé d'Économie,  
Northwestern

### Partie 02 Inégalités et insécurité économiques

**Dani Rodrik**  
Professeur d'Économie Politique,  
Harvard

**Stefanie Stantcheva**  
Professeur d'Économie, Harvard

### Partie 03 Le changement démographique

**Axel Börsch-Supan**  
Directeur, Max Planck Institute  
for Social Law and Social Policy

**Claudia Diehl**  
Professeur de Microsociologie,  
University of Konstanz

**Carol Propper**  
Professeur d'Économie,  
Imperial College Business School



de subventions aux combustibles fossiles. Nous devons nous préoccuper tout particulièrement des perdants potentiels, tels que les ménages modestes vivant dans les zones périurbaines et rurales. Pour éviter le dumping environnemental dans d'autres pays, cette taxe doit être accompagnée d'un ajustement carbone à nos frontières. C'est la seule façon pour nos sociétés de faire face au défi du réchauffement climatique sur le long terme.

**OB :** Le rapport souligne également que les gouvernements doivent encourager les percées de la recherche fondamentale pour atteindre des émissions nettes de carbone nulles d'ici 2050. Outre la tarification du carbone, des subventions ciblées, des normes, des interdictions et des incitations ont un rôle à jouer. Ces types d'interventions sont toutefois plus arbitraires que la tarification du carbone et donc plus sujettes au lobbying et à la capture réglementaire ce qui signifie que nous devons garantir une gouvernance saine.

Nous proposons la création de deux organismes indépendants, si possible au niveau européen : le premier, que nous appelons EU-ARPA-E, servirait

à financer des projets de R&D à haut risque et à fort potentiel ; le second serait utilisé pour informer les citoyens et les décideurs publics des coûts des différents moyens d'atteindre les objectifs climatiques.

#### La France peut-elle faire la différence seule ?

**JT :** La France est responsable de moins de 1% des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, l'opinion publique française soutient largement les mesures visant à réduire ces émissions, ce qui constitue un atout politique majeur dans les négociations internationales. Avec d'autres pays européens ambitieux, la France devrait œuvrer pour créer un "club climatique" avec l'administration Biden, qui œuvrerait en faveur d'un prix du carbone uniforme et universel pour la coalition et d'un ajustement carbone aux frontières compatible avec l'OMC. L'adhésion à un tel club pourrait rapidement devenir attrayante pour d'autres régions du monde, car elle conférerait des avantages en matière de commerce et de dividendes du carbone qui compenseraient les coûts liés à la perte de la possibilité de pratiquer le dumping environnemental.

## “La France devrait œuvrer pour un club climatique”

#### Quel est le degré d'inégalité en France ?

**OB :** Les chiffres français sur les écarts de revenus et de richesse et sur les inégalités régionales ne sont pas mauvais quand on les compare au niveau mondial. Et contrairement à de nombreux autres pays, ces statistiques n'ont pas empiré au cours de la période récente. Pourtant, la France est confrontée à un énorme problème d'inégalité des chances, notamment au niveau de l'éducation.

Dans une enquête menée dans le cadre de ce rapport, 73 % des personnes interrogées estiment que les inégalités des revenus constituent un problème grave ou très grave. Parallèlement, 70 % pensent que les enfants issus de milieux à hauts revenus reçoivent une bien meilleure éducation ; seuls 44 % pensent que tous les élèves ont les mêmes chances d'aller à l'université. Les données de l'OCDE et les scores PISA confirment cette impression.

#### Que peut-on faire pour lutter contre les inégalités ?

**JT :** Le rapport propose plusieurs pistes d'amélioration : l'accès

à une meilleure éducation, un système fiscal plus redistributif, des institutions encourageant la création d'emplois de qualité et des accords fiscaux mondiaux.

Il faut dépenser davantage pour réduire les inégalités en matière d'éducation, et de manière plus intelligente. Davantage de ressources doivent être consacrées à l'éducation et à la formation professionnelle des élèves défavorisés. Les salaires des enseignants sont trop bas en France, trop peu de candidats qualifiés postulent, notamment dans les disciplines scientifiques qui sont si essentielles pour obtenir des emplois de qualité. L'apprentissage doit être étendu, et il faut faire davantage pour lier la formation professionnelle à l'emploi. Les jeunes, en particulier ceux issus de milieux défavorisés, doivent être mieux informés de l'importance des compétences, des emplois et des carrières disponibles. Le choix des domaines d'études doit refléter les possibilités d'emploi actuelles et futures.

Le rapport propose également un système d'imposition des successions et des donations progressif et unifié, basé sur le bénéficiaire. Au lieu de taxer les héritages à chaque décès, le nouveau système taxerait tous les dons et héritages reçus par l'héritier, de sorte que ceux qui reçoivent davantage soient taxés à des taux plus élevés. Des taux préférentiels et réduits en fonction de la relation entre le donateur et l'héritier resteraient possibles.

La France a des taux de droits de succession relativement élevés, mais les exceptions nombreuses en limitent l'impact. L'impôt devrait avoir une base très large, incluant la plupart ou tous les actifs. Il ne devrait s'appliquer qu'à des niveaux de transmission relativement élevés. Pour accroître le soutien à une telle réforme, le produit de l'impôt sur les successions pourrait

être spécifiquement affecté à des mesures aidant les jeunes défavorisés à acquérir une bonne éducation.

**OB :** La source ultime des inégalités provient de la nature du progrès technologique, de la nature des échanges et de l'organisation des entreprises. Il est évidemment essentiel de préparer les travailleurs aux emplois disponibles, et l'on peut faire mieux pour améliorer la formation professionnelle tout au long de la vie professionnelle. Il faut cependant aller plus loin. L'approche traditionnelle a consisté à considérer la répartition des emplois comme acquise à fait son temps. Les choix des entreprises en matière d'organisation, de technologie, de nature des projets de recherche et de développement, sont endogènes et répondent à des incitations.

La taxation relativement faible du capital par rapport au travail incite les entreprises à privilégier les machines par rapport aux travailleurs. Une taxation plus élevée du capital, ou une taxation plus faible du travail, encouragerait les entreprises à adopter des technologies plus favorables à l'emploi. Il convient toutefois d'explorer d'autres pistes. Les entreprises peuvent être incitées à offrir de meilleurs emplois, plus de possibilités de développement de carrière à leurs travailleurs. Dans cette perspective, Pôle emploi devrait évoluer et se rapprocher non seulement des demandeurs d'emploi, mais aussi des entreprises, en explorant comment elles peuvent créer de meilleurs emplois et offrir de meilleures carrières.

Du côté de la recherche, on peut penser à accorder des subventions aux innovations technologiques qui sont plus susceptibles de compléter les travailleurs plutôt que de s'y substituer. Nous sommes conscients que l'octroi de subventions à la R&D et à l'investissement sur la base de leur impact sur l'emploi nécessite des informations que les institutions

## Principales recommandations pour le climat

1. La tarification du carbone est essentielle pour encourager les comportements vertueux et stimuler la R&D verte de manière transparente et efficace.
2. Les exonérations et les subventions en faveur des combustibles fossiles doivent être rapidement supprimées.
3. Les perdants potentiels, tels que les ménages modestes vivant dans les zones périurbaines et rurales, doivent être compensés.
4. Afin de prévenir le dumping environnemental, la taxe carbone doit être accompagnée d'un ajustement carbone aux frontières.
5. La R&D doit être accélérée. Il faut créer un organisme européen indépendant chargé de financer les projets de R&D à haut risque et à fort potentiel.
6. Des subventions ciblées ainsi que des normes, des interdictions et des incitations sont justifiées lorsque la tarification du carbone atteint ses limites. Mais ces mesures sont complexes et susceptibles d'être captées. Un autre organisme indépendant devrait informer les citoyens et les décideurs du coût des différentes actions climatiques.
7. La France peut montrer l'exemple et faire pression sur les autres pays, en promouvant les innovations qui bénéficient aux pays pauvres et en développant des accords internationaux efficaces.

## Principales recommandations pour lutter contre les inégalités

**1.** L'intégration scolaire et l'augmentation des dépenses en faveur des élèves défavorisés doivent aller de pair, en améliorant l'accès à l'éducation et à l'emploi.

**2.** Il faut donner plus d'autonomie aux écoles et mieux former les enseignants pour qu'ils développent des approches innovantes.

**3.** Les salaires des enseignants, au moins pour les nouvelles recrues, devraient être plus élevés et refléter les compétences. Des primes devraient encourager les enseignants expérimentés à travailler dans les zones défavorisées.

**4.** Mieux concevoir l'impôt sur les successions, en réduisant les niches, et en affectant explicitement les recettes à la réduction des inégalités.

**5.** Mettre en œuvre une fiscalité plus équitable en utilisant l'IA, l'échange d'informations et les accords internationaux.

**6.** Les meilleures pratiques internationales en matière de formation continue comprennent une certification rigoureuse, la conception de la formation professionnelle étant basée sur les interactions avec les employeurs du secteur privé.

**7.** Stimuler la création d'emplois de qualité, améliorer l'organisation interne des entreprises, influencer le progrès technologique et redéfinir la réglementation pour éviter le dumping social.



gouvernementales ne possèdent pas forcément, et que la nature discrétionnaire de ces politiques soulève des inquiétudes quant à leur captation par les lobbies ; il reste donc beaucoup de travail à accomplir. Mais nous pensons que l'exploration de ces pistes est essentielle pour s'attaquer aux inégalités à la source. La pré-distribution et la redistribution ne peuvent pas tout.

### Quels sont les principaux défis démographiques ?

**JT :** L'amélioration non seulement de l'espérance de vie, mais aussi de la qualité de vie des personnes âgées, est une réussite majeure. Cependant, cette évolution implique des ajustements dans la façon dont la société est organisée. Pour maintenir l'équilibre du système de retraite français, il faut soit une réduction des prestations, soit une augmentation des cotisations, soit un recul de l'âge de la retraite. Les dépenses publiques de retraite sont élevées en France, notamment en raison de taux d'activité très faibles des personnes âgées de 55 à 64 ans et d'un âge effectif de départ à la retraite très bas. Il faut donc repenser le système, à la fois pour faire face aux défis actuels et pour être suffisamment flexible pour faire face aux enjeux futurs.

Il est essentiel de commencer par rationaliser le système existant. Différentes pistes peuvent ensuite être suivies pour introduire de la flexibilité, prendre en compte les différences de carrières et d'espérance de vie, et finalement créer un système unifié, transparent et équitable.

### Comment rationaliser le système de retraite ?

**OB :** Nous proposons un système de points qui est relativement simple et transparent. Au cours de sa carrière, le travailleur se voit attribuer des points : par exemple, 100 points si son salaire est égal au salaire moyen en vigueur à l'époque ; 200 points s'il est égal au double du salaire moyen, et ainsi de suite. Si certaines conditions sont remplies, des points peuvent être attribués pour les périodes non travaillées (comme c'est déjà le cas pour la maternité, les soins aux proches ou le chômage).

Au moment de la retraite, les points acquis sont convertis en pension de retraite initiale. La valeur de chaque point est la même pour tous les retraités et est ajustée chaque année en fonction de l'augmentation des salaires et de l'évolution démographique. Les travailleurs faiblement rémunérés bénéficient de "points gratuits" qui leur permettent de percevoir une pension décente et éventuellement de partir plus tôt à la retraite. Les personnes qui continuent à travailler au-delà de l'âge minimum de la retraite et attendent de demander la liquidation de leurs droits continuent à acquérir des points. Le nombre de points qu'ils acquièrent reflète non seulement la période de travail supplémentaire mais aussi le nombre réduit d'années pour lesquelles ils peuvent espérer percevoir une pension.

En cas de choc transitoire, qu'il s'agisse de fluctuations macroéconomiques ou du

gonflement de la pyramide des âges dû au départ à la retraite de la génération du baby-boom, ou encore de la Covid-19, il y a lieu de permettre des dérogations aux règles. La façon la plus évidente de procéder est de créer un organisme indépendant chargé de gérer et de contrôler un fonds de réserve.

Le rapport insiste également sur la nécessité de traiter la pénibilité au niveau de l'entreprise ou du secteur. La retraite anticipée pour les emplois pénibles peut évidemment être souhaitable, mais les prestations de retraite entre la date de la retraite anticipée et l'âge légal de la retraite ne devraient pas être mutualisées. Rendre les entreprises responsables de la retraite anticipée présente plusieurs avantages : cela les oblige à offrir de meilleures conditions de travail à leurs employés (pour réduire les maladies chroniques) et cela les empêche de se décharger sur d'autres industries des coûts supplémentaires que leurs activités imposent à la société.

## “73% des français pensent que les inégalités de richesse constituent un problème sérieux ou très sérieux”

**JT :** Nous sommes convaincus qu'une telle réforme, accompagnée de mesures visant à augmenter la demande de travailleurs âgés par les entreprises, de conditions de travail plus flexibles pour les travailleurs âgés, d'une meilleure prévention et d'un meilleur traitement des maladies chroniques, et de la possibilité pour les travailleurs âgés de travailler plus longtemps s'ils le souhaitent, pourra amortir le choc des changements démographiques et permettra au système de s'adapter au fil du temps. Le rapport préconise également une meilleure intégration pour remédier à la faible participation au marché du travail de la population immigrée, en particulier

des femmes. Plusieurs mesures peuvent être mises en œuvre pour remédier à ce problème, qui a des conséquences supplémentaires sur l'équilibre du système de retraite.

### Si des solutions existent, pourquoi y a-t-il si peu de progrès ?

**OB :** Les réformes sont souvent mal conçues, mal expliquées et mal mises en œuvre. Le diable se cache souvent dans les détails, il est essentiel de bien analyser les défis, les points positifs et négatifs des différentes politiques. Ceci nécessite les contributions d'un grand nombre d'experts des disciplines scientifiques et sociales.

Sans adhésion de la population, aucune réforme n'a de bonnes chances d'aboutir. On l'a souvent vu en France dans un passé récent. Il convient de prêter dès le départ une attention particulière aux gagnants et aux perdants et de prendre leur bien-être en considération. Ceci implique une approche globale, la combinaison d'un ensemble de réformes. Nous avons tenté d'apporter notre avis d'économistes sur les faits et les politiques possibles, de réfléchir à ce qui devait être fait pour rendre ces politiques acceptables, et de formuler des suggestions pratiques pour la mise en œuvre.

**JT :** Les trois défis sur lesquels nous nous sommes concentrés – le réchauffement climatique, les inégalités et le vieillissement de la population – soulèvent des questions techniques et économiques complexes. Mais ces trois défis sont aussi des bombes à retardement qui soulèvent des questions fondamentales d'équité entre les générations et au sein de celles-ci. Leurs effets immédiats sont beaucoup plus faibles que leurs effets à long terme, ce qui incite les responsables politiques à temporiser. Mais nous devons nous mettre au travail maintenant, car le coût de l'inaction sera immensément plus élevé demain.

## Principales recommandations pour les retraites

**1.** Les travailleurs accumulent des points jusqu'à ce qu'ils prennent leur retraite. Chaque point donnerait droit à un montant identique.

**2.** Les personnes ayant un faible salaire ou un parcours professionnel difficile devraient recevoir des "points bonus".

**3.** Travailler au-delà de l'âge de la retraite devrait permettre de gagner des points, tant pour les années supplémentaires travaillées que pour le nombre réduit d'années de perception d'une pension.

**4.** Les personnes exerçant des métiers pénibles devraient pouvoir prendre une retraite anticipée, à la charge de leur employeur.

**5.** La valeur d'un point de retraite devrait être calculée de manière à équilibrer le système et être indexée sur la croissance des salaires plutôt que sur l'inflation.

**6.** Une règle qui maintient un rapport de 2:1 entre les années de travail et les années de retraite permettrait de maintenir un équilibre général du système.

**7.** Un nouveau conseil indépendant devrait prendre des décisions reflétant les préférences de la société, et un nouveau fonds de réserve devrait protéger contre les chocs.

**8.** Les personnes âgées devraient être encouragées à travailler plus longtemps en améliorant la formation continue, les conditions de travail, ainsi que la prévention et le traitement des maladies chroniques.

**9.** Les entreprises devraient être incitées à garder leurs travailleurs âgés plus longtemps, si elles le souhaitent.

**10.** Les immigrés, en particulier les femmes, doivent être mieux intégrés au marché du travail.

# Sauver le bien commun

- 
- P14-15 Qu'est-ce que le bien commun ?  
Emmanuel Macron  
Jean Tirole
- P16-17 Taxer les riches, protéger les plus pauvres  
Abhijit Banerjee  
Esther Dufo
- P18-19 Le coût de la transition climatique  
Philippe Ducom  
Jean-Pierre Farandou  
Christian Gollier
- P20 Le défi des transports  
Thierry Mallet  
Barbara Pompili  
Mathias Reynaert  
Boris Winkelmann
- P21 Financer le bien commun  
Jean-Laurent Bonnafé  
Catherine Casamatta  
Saam Golshani  
Philipp Hildebrand
- P22-23 Morts de désespoir :  
l'histoire de deux Amériques  
Angus Deaton
- P24 Croissance et inégalités  
Philippe Aghion  
Bernard Gannier  
Amartya Sen  
Stefanie Stantcheva
- P25 Financer l'innovation pharmaceutique  
Pierre Dubois  
Eric Ducournau  
Alexandre Mérieux  
Marisol Touraine
- P26-27 Bons et mauvais emplois  
Daron Acemoglu
- P28-29 Régulation numérique  
Thierry Breton  
Jacques Crémer  
Bengt Holmström  
Luc Julia
- P30 Dette  
Olivier Blanchard  
Hélène Rey  
Jean Tirole



# Qu'est-ce que le bien commun ?

**Jean Tirole**

Toulouse School of Economics

**Pendant deux jours, à l'occasion du sommet Sauver le bien commun, certains des plus grands esprits du monde – dont six lauréats du prix Nobel d'économie – ont débattu des grands défis de notre époque, notamment la pandémie actuelle, le réchauffement climatique, la montée des inégalités et la révolution numérique. Jean Tirole, nous livre ses réflexions sur certaines des questions abordées.**

La quête du bien commun peut faire beaucoup pour nous unir, quels que soient nos points de vue et nos intérêts particuliers. Le Sommet du bien commun a réuni des décideurs politiques, des chefs d'entreprise et des économistes pour discuter des problèmes auxquels nous sommes tous confrontés. J'ai beaucoup appris de ces discussions extrêmement riches. Les panélistes ont identifié de nombreux domaines dans lesquels les intérêts des individus, des groupes sociaux et des nations pourraient être mieux alignés sur ceux de la collectivité au sens large. Il est clair que nous devons déployer des efforts pour réaliser le bien commun à de multiples niveaux, de la famille et du lieu de travail à l'État et à l'ordre mondial.

En ce qui concerne l'environnement, par exemple, les particuliers et les entreprises doivent accepter de contribuer au bien commun en payant un prix pour le carbone, tandis que les investisseurs doivent accepter des rendements plus faibles sur les investissements vertueux. La question du prix du carbone est à la fois une question de justice et d'efficacité. Les industries qui échappent à la taxe peuvent polluer sans payer et donc sans faire face à leurs responsabilités. Les gilets jaunes ont eu raison de pointer les exceptions du système pour le fret et le transport aérien, l'agriculture, la pêche, les taxis, entre autres. Je suis tout à fait d'accord avec Christian Gollier, il faut un prix uniforme du carbone incluant le logement, le transport et les importations en provenance de pays polluants où aucune taxe carbone n'est prélevée. Nous devons investir davantage dans la R&D verte, avec une bonne gouvernance, et nous devons redistribuer le coût de la transition en compensant les perdants.

Les ravages de la pandémie nous rappellent une fois de plus que le bien commun passe par la solidarité internationale, de la fermeture des paradis fiscaux à la mise à disposition de vaccins pour les pays les plus pauvres. Abhijit Banerjee a souligné à juste titre que nous devons faire preuve de plus d'ambition et de générosité. Nous devons investir 50 milliards de dollars, une bagatelle par rapport aux dépenses publiques liées à la Covid, pour vacciner le monde, non seulement pour des raisons humanitaires et morales, mais aussi dans une perspective purement égoïste pour empêcher l'apparition de nouveaux variants. Renoncer aux brevets n'est pas la solution car nous prendrions alors le risque de ne pas avoir de vaccins pour la prochaine pandémie. Nous devrions plutôt envoyer des vaccins aux pays pauvres et contrôler les prix qu'ils paient pour le reste de leurs besoins, comme les Nations Unies ont tenté de le faire avec le regroupement de brevets sur les médicaments.



La vitesse sans précédent à laquelle les vaccins contre la Covid-19 ont été mis au point témoigne du pouvoir de la technologie moderne pour résoudre les problèmes collectifs. Cependant, Bengt Holmström a soulevé quelques statistiques troublantes sur l'innovation européenne : parmi les 20 plus grandes entreprises technologiques du monde, 11 sont américaines, 9 sont chinoises. La richesse future qui financera nos protections sociales européennes est absente. Plutôt que des solutions normatives, nous avons besoin d'une politique industrielle intelligente, telle qu'elle est développée dans les initiatives de recherche américaines telles que DARPA, BARDA, NSF et NIH. Le Conseil européen de la recherche a financé avec succès les subventions de recherche qui ont abouti aux vaccins BioNTech et AstraZeneca, mais les commissaires ont conservé le pouvoir sur les décisions du nouveau Conseil européen de l'innovation, qui est complémentaire. La politique industrielle doit être indépendante, élaborée et gérée par des scientifiques qui comprennent les sujets, et qui peuvent mettre rapidement fin aux projets non performants.

**“Les ravages de la pandémie nous rappellent une fois de plus que le bien commun passe par la solidarité internationale”**

Malheureusement, la promotion de l'innovation ne va pas toujours de pair avec la lutte contre les inégalités. Le forum a souligné l'importance d'un impôt sur les successions efficace, que la plupart des économistes soutiennent pour promouvoir l'égalité des chances. Derrière le voile de l'ignorance, cela ne fait guère de différence dans ma vie que je possède 3 milliards de dollars ou 200 milliards, il est donc souhaitable de redistribuer une partie de cet argent pour promouvoir l'égalité des chances. Cette dernière repose sur un accès plus égal au capital humain (éducation) et au capital financier. La France présente un mélange classique de droits de succession élevés et de lacunes ; comme beaucoup d'autres pays, nous imposons également le donateur plutôt que le bénéficiaire. Comme dans d'autres domaines, nous devons taxer plus intelligemment, pas plus, comme l'a souligné Stefanie Stantcheva. De l'autre côté de l'Atlantique, l'imposition des plus riches est extrêmement faible et je suis impatient de voir Joe Biden s'attaquer à ce problème majeur.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont participé à cet événement extraordinaire. L'économie, comme les autres sciences humaines et sociales, ne cherche pas à usurper le rôle de la société dans la définition du bien commun. Mais elle peut orienter la discussion sur nos objectifs en distinguant les fins des moyens. Plus important encore, une fois que l'on s'accorde sur une définition du bien commun, l'économie peut aider à développer des outils qui contribuent à sa réalisation. Nous nous réjouissons de poursuivre cet effort collectif et de vous voir à Toulouse lors de l'édition 2022 du Sommet pour le bien commun.

# "Nous devons réhabiliter la voie de la science"

**Emmanuel Macron**

Président de la République Française

**Le capitalisme s'est égaré, a déclaré le président Emmanuel Macron dans son discours d'ouverture du sommet. En lieu et place de l'obsolète consensus de Washington, il a appelé les économistes à faire de la recherche de "biens communs" – tels que la préservation de la planète ou la justice sociale – le centre de nos décisions pour le XXI<sup>ème</sup> siècle.**

“En Europe, la pandémie a révélé les dégâts causés par le manque d'ambition des politiques de recherche et d'innovation. Nous devons réhabiliter la voie de la science, notamment des sciences sociales. L'objectivité et la rationalité doivent revenir dans le débat public. Les diagnostics empiriques établissent des données et des faits ; les travaux théoriques et conceptuels éclairent et orientent, en fixant des cadres et des repères. Les économistes doivent se pencher à nouveau sur les grandes questions. Nous devons réexaminer nos dogmes, sortir de nos habitudes, tirer les leçons de la crise.

Visons plus de croissance, seul moyen d'obtenir plus de protection sociale, d'innovation, d'investissement dans la transition écologique. Visons plus de justice, dans nos sociétés et entre les continents – seul moyen de s'attaquer aux inégalités qui fragilisent nos démocraties. Visons plus de durabilité, en conciliant les objectifs sociaux et environnementaux.

Pour atteindre ces objectifs, nous avons besoin d'idées et d'approches nouvelles, sans renier les leçons de l'histoire. C'est pourquoi nous attendons des scientifiques qu'ils éclairent le débat et informent les décideurs politiques. Les deux prochains jours nous permettront de faire le point sur nos connaissances, en fournissant une feuille de route pour sortir de la crise. Ce sommet nous permettra d'avancer et j'attends avec impatience vos propositions pour sauver le bien commun.”



# "Taxer les riches, protéger les plus pauvres"

**Abhijit Banerjee**

**Esther Duflo**

MIT, lauréats du Prix Nobel 2019

Lauréats du prix Nobel 2019 pour leur approche expérimentale de la lutte contre la pauvreté dans le monde, les économistes du MIT Esther Duflo et Abhijit Banerjee ont formé un panel de haut niveau pour la session d'ouverture du sommet Common Good, rejoints par Jean Tirole. Dans les extraits suivants de leur discussion, ils soulignent le rôle important que peuvent jouer les pays riches pour aider les plus pauvres.

**Le bien commun a-t-il souffert de la pandémie ?**

**Esther Duflo :** L'opération Warp Speed a représenté un effort phénoménal des États-Unis pour investir dans la production de vaccins expérimentaux. Le problème est qu'ils ont investi dans une capacité de production suffisante pour vacciner les pays riches, pas pour le monde. Donc dès le début, les capacités de production ont été insuffisantes. Et en février, les pays riches avaient acheté la majeure partie de la production. Non seulement le projet COVAX est terriblement sous-financé, mais il n'y avait pratiquement aucune dose à acheter. Et c'était avant que les choses ne se gâtent en Inde. Dès le départ, la vaccination a été envisagée pays par pays, et non comme un problème de bien commun.

Les pays riches ont assez bien réussi à utiliser leurs programmes sociaux pour maintenir une solidarité économique. Tant en Europe qu'aux États-Unis, les gouvernements ont réagi très rapidement pour protéger les classes populaires et moyennes du choc des confinements. Ce constat est encourageant et devrait nous apprendre pour l'avenir. Voulons-nous un système de protection sociale qui n'ait pas une attitude punitive ?

Au début de la pandémie, beaucoup de personnes aux États-Unis recevaient plus d'argent de l'assurance chômage que leur salaire et la classe politique et la presse conservatrice ont dit : "Les gens ne vont pas retourner au travail". Les économistes ont constaté que cela ne s'est pas produit – il n'y a pas eu d'impact négatif de cette aide très généreuse sur l'offre de travail. Ce succès met en évidence le potentiel d'une version plus civilisée du capitalisme.

**Abhijit Banerjee :** Là où le monde a vraiment échoué, c'est que les pays pauvres ont dépensé 2% de leur PIB pour protéger leurs populations, alors que les pays riches ont dépensé 20%. Les personnes les plus pauvres du monde ont reçu le moins d'argent. C'est l'un des aspects les plus flagrants de cette pandémie. Les taux d'intérêt sont extrêmement bas et il y a beaucoup de financements qui ont besoin d'être investis. Il n'y a donc aucune raison d'être aussi peu généreux. Les 50 milliards de dollars que le FMI suggère pour vacciner le monde entier ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan. Nous pouvons nous permettre d'être généreux, le système économique est assez indulgent à cet égard. La pandémie met en évidence le caractère ridicule de l'objectif de

0,7 % du PIB pour l'aide étrangère. Seulement 1% du PIB des pays de l'OCDE suffirait à financer les vaccins, ainsi que l'aide sociale aux plus pauvres.

**Quel est le bon niveau d'imposition ?**

**AB :** Je serais en faveur d'une taxation des richesses beaucoup plus agressive que ce qui est proposé de manière réaliste. Il y a des arguments incitatifs à faire valoir, mais ils ne me convainquent pas vraiment. Il est tout à fait juste d'avoir une taxation beaucoup plus agressive des riches. C'est une tragédie que cela ne se produise pas.

**ED :** Parfois, les gens disent que nous ne devrions pas imposer la richesse parce que nous imposons déjà le revenu. Mais si vous êtes très riche, la plus grande partie de votre patrimoine se trouve sur le marché boursier et, une fois réinvesti, vous n'êtes jamais imposé sur ce patrimoine. Si vous payez, disons, 2 % d'impôts sur votre patrimoine, cela équivaut à environ un tiers de ses revenus, puisque les gens peuvent gagner au moins 6 % sur leur patrimoine. Cela permettrait de s'assurer qu'un milliardaire paie les mêmes impôts sur le revenu qu'une infirmière ou un enseignant. Indépendamment de

**"La pandémie met en évidence le caractère ridicule de l'objectif de 0,7 % du PIB pour l'aide étrangère"**

vos opinions sur la redistribution, il semble relativement simple d'être en faveur d'un impôt sur les très grandes fortunes.

**AB :** L'un des grands défis dans les pays pauvres a longtemps été : Que pouvez-vous collecter ? C'est en partie une question de capacité d'État, mais aussi de paradis fiscaux. Les technologies se sont beaucoup améliorées ; nous devrions être plus confiants pour lever des impôts. La relation entre le PIB par habitant et les impôts est très fortement croissante : Dans les pays pauvres, 15% du PIB est un chiffre relativement élevé ; en France, c'est plutôt 45%. Cette différence extrême limite la capacité des États à investir dans des infrastructures de santé et d'éducation, c'est donc l'une des raisons du désastre actuel.

**ED :** L'impôt mondial sur les sociétés proposé par Biden serait excellent. Compte tenu de la politique du Sénat américain, il est probable qu'il soit très faible. Mais une fois que vous avez un petit impôt, vous devez mettre en place tous les mécanismes et cela permet de l'augmenter plus tard. Il en va de même s'ils parviennent à faire passer un impôt sur la fortune. Même à un niveau très bas, cela établirait un principe du suivi de la richesse des gens.



**“Nous avons besoin de technologies, d'un cadre réglementaire, d'infrastructures et d'un marché du carbone, avec une vision à long terme du prix du carbone.”**

Philippe Ducom, ExxonMobil

# Sauver le climat

**La lutte contre le réchauffement climatique était au cœur des discussions du Sommet du bien commun 2021, avec une introduction de la ministre française de la Transition écologique Barbara Pompili, suivie d'un panel sur le coût de la transition, avec Philippe Ducom, président d'ExxonMobil Europe, Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, et Christian Gollier, directeur de TSE.**

Le nouveau PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, a commencé par présenter les objectifs environnementaux de l'entreprise : "Voyager en train est beaucoup moins polluant que l'avion ou la voiture, et notre objectif est de convaincre les particuliers et les entreprises de choisir le train. Nous voulons détourner 10% du trafic routier vers notre activité, ce qui signifie doubler l'utilisation du train pour les passagers et les marchandises d'ici 10 ans. Cela nécessitera de nouvelles infrastructures, notamment pour le fret. En France, nous avons besoin de solutions : Par exemple, 20 % de nos trains roulent aux énergies fossiles car le réseau local n'est pas électrifié."

"Je suis convaincu du potentiel de l'hydrogène. Il pourrait être la solution pour une transition réussie. Le monde aura toujours besoin de plus d'énergie. Si nous faisons des investissements massifs, nous pourrions atteindre zéro émission en 2050."

L'hydrogène est également une solution qui fait l'objet de recherches de la part d'ExxonMobil, a indiqué son président Europe, Philippe Ducom : "Les panneaux solaires et les éoliennes ne suffiront pas à changer toute notre société. Nous aurons besoin d'innovations majeures et de nouvelles technologies. Nous travaillons sur le captage et le stockage du carbone. Ces technologies, une fois rendues moins chères, seront plus faciles à déployer à grande échelle."

"Nous étudions les carburants à faible teneur en carbone issus de l'agriculture, ou des algues, ainsi que l'hydrogène. Nous essayons de rendre les processus industriels plus écologiques. Notre nouvelle branche développera ces solutions et les vendra au monde entier. Nous avons besoin de technologies, d'un cadre réglementaire, d'infrastructures et d'un marché du carbone, avec une vision à long terme du prix du carbone."

Le directeur de TSE, Christian Gollier, est depuis longtemps partisan d'un prix élevé du carbone, et il a souligné que nous devons nous préparer au coût énorme de la transition écologique : "Personne ne sait à quoi ressembleront nos sociétés zéro carbone. Si l'on se penche sur les enjeux, nous remplacerons la plupart des équipements que nous utilisons aujourd'hui, ce qui sera très coûteux. Nous devons préparer les populations à ce coût."

"Les investissements massifs en R&D verte seront cruciaux dans les années à venir, car nous avons besoin d'innovations révolutionnaires pour une énergie verte moins chère. Un prix du carbone poussera les innovateurs à travailler sur le sujet car, pour l'instant, les innovations vertes ne sont pas rentables. Comme pour la pandémie et le besoin de vaccins, nous avons besoin de solutions très rapides et d'une collaboration massive des acteurs économiques dans la même direction."

"L'Europe doit se protéger des pays qui ne taxent pas les émissions de carbone. Une solution serait de réunir une coalition de pays partageant le même prix du carbone et taxant les importations en provenance de pays extérieurs."

**“Je suis convaincu du potentiel de l'hydrogène. Il pourrait être la solution pour une transition réussie”**

Jean-Pierre Farandou, PDF, SCNF

"Il est extrêmement important que nous ayons un débat sur l'élaboration d'un contrat social avec les entreprises, en les laissant décider de la meilleure façon de décarboner leur activité et en veillant à ce qu'elles, et leurs concurrents dans le monde, internalisent les conséquences de leurs actions. Le coût de l'inaction dépasse largement celui de l'action."



**Barbara Pompili**  
Ministre de la Transition Écologique

## Keynote sur le bien commun et la transition écologique au Sommet du bien commun 2021

"Le marché a des limites, et le tournant écologique aura des conséquences politiques qui marqueront notre siècle. La question posée par Jean Tirole - comment sauver le bien commun - nous invite à repenser toutes nos organisations, et il n'est pas étonnant de voir cette question resurgir à l'issue de la crise sanitaire. Nous devons construire une économie utile et résiliente face aux défis de demain."

C'est ensemble que nous réussirons, et nous le ferons parce que l'idéologie dominante s'effrite progressivement. Ce sont toujours les plus vulnérables qui paient le prix fort lorsque le bien commun est saccagé, ils ne peuvent pas s'adapter lorsque leur logement ou leur véhicule n'est plus aux normes.

Le bien commun avait longtemps disparu de la scène et aujourd'hui il revient en force, au centre du débat."

# “Les véhicules électriques pourraient être la solution”

En introduction de la deuxième table ronde sur l'avenir de la mobilité, Mathias Reynaert de TSE a détaillé les trois principales défaillances de marché de nos systèmes actuels : le réchauffement climatique, la pollution atmosphérique et la congestion. Thierry Mallet, PDG de Transdev, et Boris Winkelmann, CEO de Geopost-DPD, ont ajouté leur point de vue sur les défis de la décarbonisation des transports.

"Les transports dans les centres-villes ont été électrifiés et développés de sorte qu'il existe de nombreuses alternatives à la voiture. Mais dans les banlieues, il n'y a pas beaucoup de solutions pour les consommateurs et les entreprises. Les gens sont actuellement piégés dans leur voiture. Ils n'ont pas forcément d'autres options, l'objectif est donc de proposer une meilleure alternative en termes de transports publics. Lorsque nous proposons un service de qualité, comme nous l'avons fait en Allemagne sur les petites lignes de train, les consommateurs se tournent vers les transports publics.

"En 2016, nous avons 15 véhicules électriques dans le monde. Nous en avons maintenant 1 500 et nous en aurons environ 5 000 dans les cinq prochaines années. Quand on considère le coût complet d'un bus sur toute sa durée de vie en France, nous sommes aujourd'hui à l'équilibre. Ce n'est pas le cas en Allemagne ou aux États-Unis, car le carburant n'est pas taxé de la même manière et l'électricité est particulièrement bon marché en France."

Thierry Mallet  
PDG de TransDev

"Le problème des véhicules électriques est la production d'électricité, car seul un verdissement du système électrique permettrait d'obtenir des voitures électriques vertes. Un autre problème est celui du coût, car nous ne pensons pas que les véhicules électriques atteindront l'équilibre des prix par rapport aux voitures thermiques dans les cinq prochaines années. Nous avons un problème de réseau car nous avons besoin de stations de recharge sur la carte pour que les gens achètent des voitures électriques.

"Les économistes s'accordent à dire qu'un prix du carbone permettrait de répercuter le coût de l'utilisation d'un véhicule thermique sur les consommateurs. Cette solution serait beaucoup plus efficace que les différentes réglementations actuelles : La France a le bonus-malus, par exemple."

Mathias Reynaert  
TSE

"La pandémie nous a fait passer à un niveau d'activité soutenu dans la mesure où le transport de marchandises a considérablement augmenté. Une révolution de notre système logistique est à venir, avec de nouveaux micro-hubs dans les centres-villes, permettant de réduire le trafic dans les villes car les consommateurs peuvent obtenir leurs marchandises plus facilement (livraison à domicile ou dans un point Pickup, dans un casier...). La Poste vise des émissions nettes nulles lors des livraisons dans les centres-villes en Europe. Si le prix des véhicules électriques est encore élevé, il est désormais raisonnable et nous avons pu réaliser des investissements importants à cet égard."

Boris Winkelmann  
VP Groupe La Poste – CEO DPDgroup

# Financer la transition écologique

Alors que le monde se réchauffe, les institutions financières et les entreprises doivent prendre des mesures pour anticiper l'impact du réchauffement climatique et ses exigences sur l'économie future. Jean-Laurent Bonnafé, PDG de BNP Paribas, Catherine Casamatta de TSE, Saam Golshani, Associé à White Case, et Philipp Hildebrand, vice-président de BlackRock, ont discuté des perspectives de la finance durable.

Les industries changent rapidement leur approche de la durabilité, a expliqué Philipp Hildebrand de BlackRock : "Aucune entreprise ne peut ignorer les risques des investissements non durables. Au-delà des questions morales, le choix actuel des entreprises est d'avoir une vision à long terme et de viser les futurs financements à faible coût qui ne seront disponibles que si elles ont entrepris une transition écologique". Ce sentiment a été repris par Jean-Laurent Bonnafé, PDG de BNP Paribas : "Une entreprise qui ne s'adapte pas sera un acteur qui quittera l'économie dans 10 ans et ne pourra pas être soutenu, car il ne pourra plus rembourser ses emprunts".

“Les entreprises vertueuses peuvent obtenir des financements à moindre coût aujourd'hui”

Les obligations vertes ont le vent en poupe

Dans le nouvel éco-système financier, la durabilité est payante. "Les banques se sont rapidement adaptées au cours des dix dernières années", a déclaré Jean-Laurent Bonnafé. "Nous sommes un leader mondial des obligations vertes et nous constatons que les investisseurs sont prêts à investir dans des projets socialement bénéfiques, malgré un retour sur investissement plus faible. Les entreprises qui proposent des visions plus vertueuses peuvent concrètement obtenir des financements à moindre coût aujourd'hui. Les investisseurs sont de plus en plus demandeurs d'une nouvelle approche, qui consiste à investir dans des projets qui ont du sens." Philipp Hildebrand ajoute que ce nouvel intérêt pour les obligations vertes n'est pas un effet de mode : "Nous avons déjà 30% d'investissements durables, mais ce n'est que le début de cette réallocation massive. Au cours des prochaines décennies, nous serons confrontés à la plus grande transformation économique de l'histoire. Nous devons être conscients de l'ampleur de ce changement. Nous ne sommes pas du tout dans une bulle verte ; au contraire, ce n'est que le début. Nous sommes à un tournant similaire à celui que nous avons connu après la crise financière de 2008."

Normes de durabilité

Pour mettre en œuvre un changement aussi profond dans la façon dont les entreprises sont évaluées, Catherine Casamatta, de TSE, a insisté sur le besoin de nouveaux indicateurs pour

“Pour activer les capitaux nécessaires à la transition écologique, le secteur privé doit pouvoir s'appuyer sur des normes internationales lisibles”

comparer la durabilité des acteurs économiques : "Pour évaluer l'impact des entreprises, il faut d'abord pouvoir comparer leurs bilans et leurs actions, ce qui est actuellement très compliqué car nous n'avons pas de norme pour communiquer les résultats au niveau des performances sociales. Les systèmes des agences de notation sont très différents d'une agence à l'autre. Heureusement, l'Union européenne a récemment lancé une procédure pour normaliser la situation".

Quand ces nouvelles normes seront-elles disponibles pour les gouvernements, les agences et les banques ? Saam Golshani s'est montré sceptique quant à la perspective d'un changement rapide : "Il faut au moins 10 ans pour que les normes rattrapent la réalité économique, il est donc réaliste d'attendre ces nouveaux outils au cours de la prochaine décennie".



Catherine Casamatta

# Morts de désespoir : l'histoire de deux Amériques

## Angus Deaton

Princeton,  
Lauréat du prix Nobel 2015

**Angus Deaton a reçu le prix Nobel en 2015 pour ses travaux sur la consommation, la pauvreté et le bien-être. Dans ces extraits édités de son discours d'ouverture du Common Good Summit, le célèbre économiste de Princeton s'en prend aux injustices de la profonde fracture éducative de l'Amérique. La pandémie actuelle, espère-t-il, est une occasion de protéger les moins fortunés des intérêts prédateurs des entreprises et des défaillances du marché du travail.**

Les études supérieures sont peu à peu devenues indispensables pour trouver un emploi de qualité, c'est à dire qui soit gratifiant et dont les rémunérations ont augmenté ces dernières décennies. Mais elles sont également la clé d'une bonne santé, d'une meilleure espérance de vie, et d'une vie sociale épanouie. Sans études, vous risquez de devenir un citoyen de seconde zone.

De 2014 à 2017, l'espérance de vie aux États-Unis a baissé pendant trois années consécutives, ce qui n'était pas arrivé depuis la dernière pandémie de 1918. La mort est le dernier arrêt sur la longue route du désespoir. Le point de départ est le marché du travail qui laisse de plus en plus tomber ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire. La fraction des adultes non âgés qui ont un emploi est en baisse depuis un demi-siècle pour les hommes moins éduqués et depuis 2000 pour les femmes. En période de croissance, la participation au travail augmente, mais à chaque nouvelle

période de croissance, le pic n'atteint jamais le niveau du pic précédent. Il en va de même pour les salaires.

Les échecs du marché du travail se répercutent tout au long de la vie. Les syndicats ne se contentent pas d'augmenter les salaires, ils contrôlent également les conditions de travail et constituent souvent un centre de la vie sociale. Mais les syndicats sont aujourd'hui presque inexistantes dans le secteur privé et ont peu de pouvoir à Washington. Le mariage a diminué chez les personnes les moins éduquées. Au lieu de cela, de nombreux Américains vivent des cohabitations en série qui ne sont guère en mesure d'apporter le soutien et la satisfaction que peuvent procurer des engagements familiaux à vie.

La morbidité a augmenté en même temps que la mortalité. Dans un extraordinaire renversement d'une loi de la nature, les Américains d'âge moyen déclarent aujourd'hui souffrir davantage que les Américains âgés. Une fois encore, cela n'est vrai que pour ceux qui n'ont pas de diplôme.

## “Le désespoir est aggravé par la redistribution vers le haut, des pauvres vers les riches”

La moitié de l'augmentation des décès par désespoir provient d'overdoses d'opioïdes. Pour cela, les entreprises pharmaceutiques, soutenues et défendues par les politiciens, portent un énorme blâme pour avoir rendu dépendantes tant de personnes à la recherche d'énormes profits. Pendant ce temps, le suicide a atteint des niveaux jusqu'ici réservés aux pays les plus défavorisés.

Le désespoir est aggravé par la redistribution vers le haut, des pauvres vers les riches. Le système de santé américain offre la plus faible espérance de vie de tous les pays riches, mais coûte deux fois plus cher qu'il ne devrait. Les dirigeants

des hôpitaux et des entreprises pharmaceutiques reçoivent des salaires énormes alors qu'ils détruisent les marchés du travail à faible niveau d'éducation par le biais du coût de l'assurance maladie.

Les milliardaires les plus riches – Bezos, Gates, Musk, etc. – ont développé des entreprises qui fabriquent des choses nouvelles et utiles. Si la croissance est alimentée par un processus schumpétérien de destruction créatrice, on peut dire que ces fortunes ont contribué au bien commun. Cela dit, elles peuvent aussi être dues à l'exercice d'un pouvoir de marché destructeur. Et rien dans Schumpeter ne nous dit quelle devrait être le niveau de leurs récompenses.

Puis vint la Covid. L'inégalité a d'abord augmenté sur le marché du travail. De nombreuses personnes très instruites ont continué à travailler en ligne. Certaines personnes moins instruites sont restées au travail mais risquaient de contracter le virus, tandis que d'autres n'avaient plus de travail. Le chômage a augmenté le plus rapidement pour les femmes, dont beaucoup avaient des enfants à charge. Les dépenses fédérales semblent avoir compensé les effets financiers du chômage et maintenu la demande de produits essentiels comme la nourriture. Étant donné qu'une grande partie des dépenses fédérales étaient conditionnées à un faible revenu, il est probable que les inégalités de revenus aient diminué. L'éducation des enfants est une préoccupation bien justifiée, surtout pour ceux qui n'ont pas un accès adéquat à Internet ou qui bénéficient d'un faible soutien et d'une faible supervision parentale.

Les inégalités de richesse, exacerbées par les politiques de taux d'intérêt bas qui gonflent la valeur des actifs, ont explosé pendant la pandémie. On estime que les milliardaires américains ont ajouté un trillion de dollars à leur valeur nette. L'argent facile et l'augmentation de la fortune du capital ont mis le marché boursier américain

## “L'épidémie croissante de "morts du désespoir", qui touche désormais des centaines de milliers de personnes par an, soit un taux supérieur à celui du milieu des années 90, est largement confinée aux personnes sans diplôme universitaire”

sous stéroïdes. Les élites bien formées ont vu leurs portefeuilles grimper en flèche au cours de la dernière décennie, et encore plus au cours de l'année écoulée, alors qu'elles travaillent en toute sécurité chez elles sur Zoom et WebEx. Pendant ce temps, au moins 587 000 Américains sont morts du Covid.

### Que faire maintenant ?

Le poids de la fiscalité doit être ajusté pour être plus juste, et pour être perçu comme tel. Les entreprises doivent être obligées de payer les impôts qu'elles doivent, et les traités internationaux doivent éliminer le transfert d'actifs pour éviter les impôts. Le pouvoir doit être redistribué aux travailleurs et non aux entreprises. Le harcèlement à long terme des syndicats doit cesser et la législation antitrust doit être revigorée. Trop de juges sont des anciens juristes d'entreprise.

Un système de santé à un seul régime – qui couvre tout le monde dès la naissance et impose un contrôle des prix – éliminerait un cancer métastasé sur la santé et la richesse des Américains, qui redistribue des pauvres aux riches. L'administration Biden s'oriente vers l'État-providence européen, bien qu'elle n'ait pas pris le taureau par les cornes pour le financer : une taxe sur la valeur ajoutée qui est l'incarnation de contributions largement partagées pour un bénéfice largement partagé. Elle devrait le faire.

# Inégalités et bien commun

**Pouvons-nous construire une société plus juste et plus équitable ? La lutte contre les inégalités est l'un des grands défis du XXI<sup>ème</sup> siècle et a focalisé l'attention des principaux intervenants du Sommet du bien commun. Nous présentons ici quelques-unes des réflexions formulées sur le sujet par Philippe Aghion, Bernard Gannier, Amartya Sen et Stefanie Stantcheva.**

"Le capitalisme a un problème fondamental concernant ses missions et ses objectifs. Il entend récompenser l'innovation tout en empêchant les innovateurs d'hier de bloquer les avancées de demain. Cette contradiction doit guider les politiques en matière d'inégalité : soit nous taxons trop et empêchons l'innovation, soit nous ne taxons pas assez et laissons les innovateurs performants, les riches, bloquer les nouvelles innovations. Un autre problème important est qu'à l'heure actuelle, tout le monde ne peut pas devenir un innovateur à succès, d'où la nécessité cruciale d'un meilleur système éducatif, plus égalitaire."

**Philippe Aghion**  
INSEAD

"Lorsque les réserves de nourriture en Grande-Bretagne ont chuté de façon spectaculaire pendant la Seconde Guerre mondiale, la théorie dominante était que tout le monde devait être protégé de la faim par le rationnement et le contrôle. Ainsi, chacun pouvait se procurer de la nourriture à des prix décentes. Ce qui a commencé comme une menace a fini par être une opportunité pour tout le monde, y compris les plus pauvres. Pour la première fois, les gens étaient nourris d'une manière qui modifiait une situation d'inégalité préexistante. Cette leçon a été retenue et a conduit à la création de l'État-providence, dans lequel ces choses sont partagées. Cela rend la démocratie beaucoup plus puissante. La question pourrait facilement être posée par un observateur extérieur : si les riches en Inde font si peu pour les pauvres locaux, alors pourquoi est-ce la responsabilité de la Lituanie, de l'Italie ou de la France ? La réponse est, je crois, smithienne : la compassion, quel que soit l'endroit où les gens souffrent, peut pousser les gens à aider. Mais l'une des nombreuses variantes est que l'inégalité nationale fait survivre et prospérer l'inégalité internationale."

**Amartya Sen**  
Prix Nobel 1998

"Les entreprises ont la responsabilité de contribuer au bien commun. Elles doivent agir sur les inégalités, sur le réchauffement climatique. Si une entreprise n'embauche pas de salariés défavorisés, elle ne représente pas la société. Nous perdons également de l'argent lorsque nous ignorons le potentiel inexploité d'innovation et de croissance. Peut-être les entreprises pourraient-elles aussi contribuer à l'éducation."

**Bernard Gannier**  
Président, PwC France et Maghreb

"Le monde est confronté à d'énormes problèmes d'inégalité, en termes de revenus, de richesse et d'opportunités. L'une des questions est de savoir comment réduire ces inégalités sans nuire à la productivité, à l'innovation et à la croissance. Nous proposons un cadre de réflexion, une matrice, qui distingue les politiques de pré-production, de production et de post-production. Les politiques de pré-production comprennent généralement les programmes d'éducation et les droits de succession. Au stade de la production, nous pouvons trouver des politiques actives du marché du travail, des formations en cours d'emploi ou des crédits d'impôt pour la recherche et le développement. Les politiques de post-production sont généralement la fiscalité progressive et l'assurance sociale. Trois propositions qui me semblent prometteuses sont, premièrement, d'améliorer l'impôt sur les successions, en passant à un système basé sur les bénéficiaires qui soit progressif dans le montant total reçu au cours de la vie. Deuxièmement, nous devons investir dans les capacités des agences fiscales afin d'améliorer l'application des taxes. Troisièmement, l'imposition des multinationales est une piste très importante pour augmenter les recettes et améliorer le système actuel d'imposition des sociétés."

**Stefanie Stantcheva**  
Harvard

# Qui financera les futurs vaccins ?

**Les innovations dans le domaine de la santé ont conduit à une augmentation spectaculaire de l'espérance de vie au cours du siècle dernier. Comme pour toute innovation, les économistes tentent de trouver le juste équilibre entre la rétribution des découvertes et la protection de la société contre les défaillances du marché.**

Les innovations scientifiques dans l'industrie pharmaceutique améliorent les processus de production pour économiser les ressources. Mais elles créent aussi de nouvelles possibilités et font reculer la frontière : guérir certains cancers, des maladies infectieuses et de nombreuses autres maladies mortelles. Ces progrès sont impossibles sans innovation, même avec un budget illimité. Les récents vaccins contre la Covid-19 ont été un excellent exemple de l'importance de la recherche.

## Soutenir l'innovation

Les économistes ont essayé de trouver le meilleur moyen de financer ces innovations et ont proposé deux solutions possibles : Soit on soutient l'innovation par des investissements pour mettre en place un bon environnement, soit on encourage l'innovation à travers la recherche et l'innovation.

Les exemples de soutien à l'innovation comprennent une meilleure éducation scientifique, le financement de laboratoires de recherche fondamentale, ainsi que des subventions directes. Les mesures incitatives de type "pull" couvrent les brevets, la réglementation des prix ou les engagements sur le marché.

Nous avons besoin des deux approches aujourd'hui. Mais nous sommes toujours confrontés à d'importants défis, comme les problèmes de santé moins intéressants financièrement que le modèle actuel n'incite personne à résoudre : on peut penser à la malaria, à la tuberculose, au VIH et à d'autres maladies rares. L'autre défi est la coopération internationale. La crise actuelle des vaccins illustre à quel point nous devons travailler à rendre l'accès à la santé plus égalitaire partout dans le monde.

## Un seul monde

Il faut concevoir des règles internationales permettant de fixer les prix en fonction des revenus des différents pays. Mais cela ne fonctionnera que si nous empêchons les médicaments qui arrivent dans les pays pauvres d'être vendus à bas prix dans les pays riches. Nous ne devons pas oublier que les pays défavorisés contribuent aussi largement à l'innovation en permettant la réalisation de grands essais cliniques. En particulier, la grande population de l'Inde permet de tester des médicaments plus rapidement et à un coût bien moindre.

Actuellement, nous ne disposons pas de mécanismes pour le transfert de technologie et de savoir-faire. C'est l'un des principaux obstacles au partage des innovations dans le monde et donc au développement des capacités de production dans les pays défavorisés. Nous avons besoin de nouveaux et meilleurs modèles pour concevoir les innovations de demain en matière de santé et pour nous assurer que nous continuons à repousser les limites tout en garantissant un accès équitable à ces découvertes.

"Les États ont un accès illimité et immédiat aux données des patients. Ils sont donc bien mieux placés que les entreprises pharmaceutiques pour anticiper les innovations médicales de rupture. Les entreprises ont besoin que les gouvernements les guident pour développer et lancer efficacement de nouveaux médicaments dans l'intérêt des patients. Dans ce domaine, les États-Unis sont en avance sur l'Europe où l'industrie ne peut pas compter sur les agences européennes ou nationales pour fournir des avis contraignants aux étapes clés du développement des produits. La Food & Drug Administration (FDA) joue un rôle déterminant dans le développement des médicaments et des vaccins de l'autre côté de l'Atlantique, car elle offre de la visibilité et minimise les incertitudes."

**Eric Ducourneau**  
PDG, Pierre Fabre

"La recherche et le développement sont essentiels pour faire progresser la santé pour tous, comme l'illustre la crise de la Covid-19. En réponse à cette pandémie, nous avons ressenti tout le poids de notre responsabilité envers les citoyens et les patients du monde entier. Cette situation a généré un élan mondial d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent, favorisant l'innovation dans les domaines du diagnostic, des traitements et des vaccins."

**Alexandre Mérieux**  
PDG, bioMérieux

"Les annonces américaines ont l'avantage de focaliser les esprits sur le grand problème des inégalités en matière de santé pour lesquelles nous n'avons pas trouvé de solutions suffisantes. Pourtant, la meilleure solution est d'être plus généreux et de fournir plus de vaccins et de traitements, ainsi que d'organiser des transferts de technologie"

**Marisol Touraine**  
Unitaid

# Les bons et les mauvais emplois

Daron Acemoglu  
MIT

Si vous observez des sociétés telles que l'Europe féodale, ou les empires ottoman ou chinois, vous constatez la présence d'élites détachées et de masses de personnes qui n'apportent aucune contribution significative à la manière dont la société est organisée, gouvernée ou fonctionne. Nous risquons de recréer une version différente de cette situation aujourd'hui. Le cœur du problème est la nécessité de créer de bons emplois. C'est le canal le plus important par lequel les sociétés d'après-guerre ont pu effacer les hiérarchies sociales et créer un bien commun.

Nous avons besoin de rémunérations plus élevées et d'un certain degré de stabilité. On ne peut pas avoir de bons emplois payés 7\$ de l'heure avec des contrats zéro heure. Et il faut offrir des opportunités de carrière significatives. Les bons

emplois sont plus que de simples constructions économiques. Ils sont essentiels pour donner aux gens le sentiment qu'ils jouent un rôle social utile, qu'ils contribuent à la production économique.

Au cours des trois décennies et demie qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'Europe ont connu une abondance de bons emplois. Les travailleurs peu diplômés pouvaient obtenir des emplois bien rémunérés et stables, avec une échelle de promotion très claire. La croissance était très rapide, les salaires réels des travailleurs d'origines très diverses augmentant régulièrement. Que ce soit dans les mines, dans les bureaux, dans le commerce de détail ou dans les usines, de nombreuses personnes étaient fières de leur emploi et tiraient un sens social de leur participation.

Lors du sommet, le lauréat 2019 du Prix Jean-Jacques Laffont a prédit une érosion du bien commun tant que nous ne freinerons pas le pouvoir du capital. Il nous invite à repenser le changement technologique et la valeur du travail.

Aujourd'hui, il reste très peu de bons emplois pour les personnes sans diplôme universitaire, et de plus en plus pour celles sans diplôme de troisième cycle. Aux États-Unis, les salaires réels des personnes appartenant à ces groupes stagnent ou baissent. En France, on ne constate pas de fortes baisses de salaires parce que la protection sociale est bien plus élevée, mais cela a conduit un plus grand nombre de personnes à perdre leur emploi et la situation n'est pas nettement meilleure.

Certains estiment qu'il s'agit là de la voie inévitable vers une société méritocratique : "Nous allons vers de meilleures technologies basées sur la robotique, les logiciels, l'IA, et c'est une bonne chose que les emplois de routine soient automatisés." Je ne suis pas d'accord avec cette perspective, car elle sous-estime

**“Les bons emplois sont plus que de simples constructions économiques. Ils sont essentiels pour donner aux gens le sentiment qu'ils jouent un rôle social utile, qu'ils contribuent à la production économique”**

l'importance des changements sociaux et institutionnels que nous avons effectués. Plus important encore, elle banalise et ignore les choix technologiques qui ont sous-tendu cette transformation.

**“Si vous adoptez cette perspective, alors lorsque vous voudrez concurrencer la Chine, vous penserez que votre seul choix est de vous débarrasser des travailleurs pour réduire les coûts”**

Dans les années 50 et 60, la plupart des entreprises considéraient la main-d'œuvre comme l'une de leurs principales ressources et parties prenantes. En partie à cause de la mondialisation, mais surtout en raison de changements idéologiques, une mentalité très différente a émergé : Les entreprises devaient être gérées dans l'intérêt des dirigeants et des actionnaires, et la main-d'œuvre est devenue un coût et non une ressource. Une bonne façon de maximiser les gains des actionnaires est de réduire les salaires. Ainsi, dans les années 90, les entreprises commencent à gagner plus d'argent, mais elles ne paient pas plus leurs travailleurs. En fait, les entreprises et les managers sont récompensés lorsqu'ils réduisent les salaires et l'emploi.

Même si les changements technologiques de l'après-guerre en Europe et aux États-Unis comprenaient beaucoup d'automatisation, ils allaient de pair avec d'autres technologies qui augmentaient la productivité des travailleurs, créant ainsi de nouveaux modèles, de nouvelles opportunités et de nouvelles professions. À partir des années 1980, il y a beaucoup moins de changements technologiques utiles pour les humains, mais il y a beaucoup plus d'automatisation. Pourquoi ? Si vous adoptez cette perspective, lorsque vous voudrez concurrencer la Chine, vous penserez que votre seul choix est de vous débarrasser des travailleurs pour réduire les coûts.

Le leadership technologique du monde, et en particulier des États-Unis, est passé à une poignée d'entreprises dont le modèle économique est basé sur l'automatisation. Google est plus important que ne l'était GM en termes de contribution au PIB, mais GM employait près d'un million de travailleurs ; Google en emploie aujourd'hui 80 000. Nous avons besoin d'entreprises de tous types et de toutes orientations, mais le problème est que le modèle de Google est devenu le modèle mondial en matière de commerce et de technologie.

Les gouvernements américains et européens étaient autrefois beaucoup plus à même de déterminer l'orientation de l'évolution technologique. Aujourd'hui, en raison de la valorisation des actionnaires, de la concurrence internationale et des paradis fiscaux, le pouvoir de négociation du capital par rapport

au travail a augmenté. Nous taxons désormais très peu le capital par rapport au travail. Cette tendance internationale est très visible aux États-Unis où les types de capital impliqués dans les équipements d'automatisation et les logiciels paient 5 % ou moins d'impôts ; si vous employez de la main-d'œuvre, vous payez plus de 25 %, parfois 35 % d'impôts. Cela signifie que les entreprises ont une énorme incitation fiscale à automatiser. Tous ces éléments ont créé un excès artificiel et inefficace d'automatisation. Le coût de cette situation ne se limite pas aux inégalités, il ronge le tissu social et la manière dont nous nous percevons en tant que société organisée autour du bien commun.

Si ce diagnostic est exact, les réponses sont simples. La structure fiscale peut être modifiée - ce n'est pas si facile ; le capital a un grand pouvoir de négociation et les paradis fiscaux rendent très difficile l'augmentation des impôts sur le capital. Mais la coopération internationale peut nous permettre d'y parvenir ; le plan de M. Biden, bien que très modeste en termes d'impôt mondial minimum sur les sociétés, est un pas dans cette direction. Le leadership du gouvernement en matière d'innovation doit jouer un rôle important. Et nous devons comprendre que la main-d'œuvre est un atout essentiel et aller de l'avant avec une vision partagée dans laquelle différentes voix, entreprises et perspectives jouent un rôle dans la manière dont nous structurons l'économie et décidons de l'orientation future du changement technologique.

# Où sont les géants européens du numérique ?

L'Europe peut-elle construire sa propre Silicon Valley ? Lors d'un échange de vues musclé au Common Good Summit, le lauréat du prix Nobel 2016, Bengt Holmström, s'est affronté au commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, sur son rôle dans la promotion de l'innovation numérique.

L'Europe peut-elle construire sa propre Silicon Valley ? Suivre le rythme des champions du Big Data et des plateformes qui se développent et évoluent à une vitesse fulgurante est une tâche sisyphéenne pour les décideurs politiques et les économistes. Lors d'un échange de vues musclé au Common Good Summit, le lauréat du prix Nobel 2016, Bengt Holmström, s'est affronté au commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton, sur son rôle dans la promotion de l'innovation numérique.

"Mon travail n'est pas de réglementer, mais d'organiser", a insisté le commissaire Breton. "Ce n'est dirigé contre personne, mais nous avons besoin de règles dans notre espace numérique comme nous en avons pour la terre, la mer et l'air. Et c'est ce que Bruxelles a fait avec la loi sur les services numériques et la loi sur le marché numérique. La dernière fois que l'Europe a organisé son espace numérique, c'était au début des années 2000, avec la directive sur le commerce électronique. Nous sommes en train d'organiser les règles pour les 20 prochaines années, en garantissant une concurrence loyale pour protéger l'innovation. Nous avons manqué la première vague de la révolution de l'information - pour les données personnelles - mais nous sommes maintenant mieux positionnés que quiconque pour la nouvelle vague, beaucoup plus importante, concernant les données industrielles. Dans les 5 à 10 prochaines années, vous verrez apparaître de nouveaux acteurs européens de premier plan dans ce domaine."

Les données deviennent un moteur de richesse, a convenu M. Holmström. "La numérisation n'est pas vraiment le petit nouveau. La valeur des données,

les plateformes et l'évolutivité sont les grandes nouveautés. Il ne s'agit pas seulement de disposer des données, mais de les utiliser efficacement." Toutefois, le professeur du MIT a souligné l'incapacité de l'Europe à rivaliser avec la Chine et les États-Unis. "Il est troublant de constater que parmi les 10 entreprises les plus grandes ou les mieux valorisées du monde, il n'y a aucune entreprise européenne. Sept de ces dix entreprises sont des plateformes. Parmi les 100 start-ups les mieux valorisées au monde, on ne trouve que deux entreprises européennes.

**“La réglementation n'est pas facile dans le monde numérique. Elle ne permet pas d'empêcher Facebook de faire ce qui lui plaît, mais elle donne aux gens les clés pour déterminer ce qui est acceptable”**

Luc Julia, Directeur scientifique, Renault

Ce n'est pas qu'il n'y a pas de start-ups en Europe, mais il semble qu'elles préfèrent se vendre ailleurs." Sur une note plus optimiste, le commissaire a souligné le dynamisme et les forces émergentes de l'innovation européenne. "Le développement des vaccins contre la Covid-19 est une histoire de startups européennes : Quatre des cinq vaccins ont été développés en Europe avec des fonds européens. ASML est le leader mondial de la fabrication de micro-puces et est indispensable à l'espace numérique. Je vois donc une autre histoire sur le terrain. Mais il est vrai que nous devons rattraper

notre retard, accélérer. Ma mission est de fournir toute l'aide possible pour que cette énergie et ces jeunes talents fassent dans l'espace numérique ce qu'ils ont fait dans l'espace pharmaceutique. Nous allons générer des données comme jamais auparavant en Europe. Notre industrie automobile est toujours au cœur de l'innovation. Les voitures connectées avec des superordinateurs fournissent beaucoup de données, et les constructeurs automobiles seront heureux d'en partager une partie pour créer l'innovation. Nous travaillons donc pour disposer d'une riche base de données, sur une base volontaire."

Pourquoi l'Europe a-t-elle pris du retard ? Holmström pense que les décideurs politiques ont besoin d'être moins impliqués. "Pourquoi pensez-vous que les écosystèmes aux États-Unis et en Asie sont devenus si grands ?" a-t-il demandé. "Est-ce parce que le gouvernement a organisé et orchestré ? Il y a aujourd'hui des problèmes de taille et de gestion des données personnelles, mais ce n'est pas au gouvernement de dire aux entreprises comment se développer. La preuve est évidente : les entreprises peuvent très bien le faire elles-mêmes."

"Ce n'est pas nous qui organisons l'écosystème, ce sont les parties prenantes", rétorque Breton. "Ce n'est absolument pas une approche descendante, nous sommes tournés vers les entreprises. J'ai dirigé des entreprises toute ma vie - je suis le premier PDG à être commissaire. Avant mon arrivée, mon département était organisé comme un pays communiste. J'ai dit à l'industrie : Comment souhaitez-vous vous organiser ? Nous nous sommes organisés en suivant leurs recommandations, et ça semble fonctionner."

"Vous ne suivez pas les entreprises, vous leur imposez des contraintes", a rétorqué le lauréat du prix Nobel. "Les États-Unis et la Chine ont laissé ces entreprises innover, ils n'ont pas commencé par la réglementation parce que c'est tellement incertain. Les données sont totalement différentes d'un bien traditionnel. Une fois que nous aurons vu comment ce nouveau monde évolue, nous serons mieux à même de le réglementer. Nous devrions donner plus de pouvoir aux entreprises au début et investir dans la formation des entrepreneurs."

**“Nous avons besoin de réglementations pour apaiser la tension entre notre amour de la technologie et ses échecs à grande échelle.”**

Jacques Crémer, TSE

Alors que l'Europe s'efforce de rattraper son retard, la pandémie a-t-elle changé les règles du jeu ? "Il y a une situation pré-Covid et une situation post-Covid", a expliqué M. Breton. "Le gouvernement américain n'a jamais mis autant d'argent dans les entreprises privées, à cause de la crise. La Chine aussi. L'égalité des chances est à surveiller de très près ici. Pour le prochain combat des données industrielles, demandons à tous les acteurs de l'industrie : Quelles sont les contraintes ? De quoi avez-vous besoin ? Et ensuite, travaillons ensemble. Nous utilisons notre capacité non seulement pour apporter ce soutien, mais aussi pour investir et faire un peu ce que les États-Unis ont fait."



# Annuler la dette de la France serait une erreur

En conclusion du Sommet, Olivier Blanchard, du Peterson Institute for International Economics, Hélène Rey, de la London Business School et Jean Tirole ont échangé des idées sur l'avenir de la dette et sa soutenabilité. Nous vous présentons ici certains des principaux points de leur discussion.

**“Suite au plan de relance de Joe Biden, il y a un excès de demande aux États-Unis et donc un risque d'inflation et de hausse des taux d'intérêt”**

Olivier Blanchard, PIIE

Les trois panélistes se sont accordés sur le fait que le niveau actuel de la dette ne pose pas de problème et qu'il existe de bonnes raisons de s'endetter. "Nous vivons dans un environnement très particulier avec des taux d'intérêt réels négatifs, ce qui nous permet de recourir à l'endettement, si nécessaire, sans problème", a déclaré Olivier Blanchard. "Cette forte baisse des taux est liée à un excès d'épargne dans le monde et à la demande d'actifs sûrs comme les obligations d'État. Les gouvernements ont l'avantage de devoir payer des intérêts très faibles, voire négatifs, sur leur dette, ce qui les place dans une situation extrêmement favorable."

**“Quand on a un plan pour les générations futures, que ce soit pour l'éducation ou la lutte contre le réchauffement climatique, on peut s'endetter car on utilise l'argent d'aujourd'hui pour préparer l'avenir”**

Olivier Blanchard, PIIE

Dans ce contexte, a-t-il ajouté, l'accent doit être mis sur les dépenses publiques. "Tant que les taux d'intérêt sont bas, la marge de manœuvre de la politique monétaire est limitée. C'est donc à la politique budgétaire de faire le travail. Sans dépenses publiques pour relancer l'économie, il n'y a pas de solution." Olivier Blanchard suggère que le soutien budgétaire soit maintenu jusqu'à ce que le plein emploi soit atteint. Mais il voit des signes d'alerte outre-Atlantique : "Suite au plan de relance de Joe Biden, il y a un excès de demande aux États-Unis et donc un risque d'inflation et de hausse des taux d'intérêt. Mais je pense aussi que ce risque est limité et propre aux États-Unis."

Évaluer le bon niveau d'endettement est très difficile, a noté Jean Tirole, car

de nombreux paramètres doivent être pris en compte. "Pour certains pays, une dette de 40% du PIB peut être excessive, alors que d'autres peuvent supporter une charge de 200%. Par exemple, cela dépend des détenteurs de la dette : La dette japonaise n'effraie pas les investisseurs car elle est majoritairement détenue par des citoyens et des banques japonaises. Un autre paramètre important est le taux de croissance : S'il dépasse le taux d'intérêt, il devient facile de rembourser la dette car elle se réduit mécaniquement en termes relatifs au fil du temps. La dénomination et la maturité de la dette, ainsi que la marge de manœuvre dans l'espace budgétaire sont d'autres facteurs importants."

Hélène Rey a rappelé aux spectateurs de ne pas être trop pessimistes : "Si la dette a mauvaise réputation, elle n'est pas une mauvaise chose en soi, car la dette est ce qui permet de partager le poids des crises sur plusieurs générations." La professeur de la London Business School souligne qu'il est nécessaire de dépenser en cas de crise, mais aussi de stabiliser la trajectoire de la dette par rapport au PIB lorsque l'économie se porte bien. "C'est ce qui garantit notre capacité future à emprunter. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il faut rembourser la dette ; elle peut être reconduite et la croissance peut faire baisser le ratio dette/PIB à condition que les dépenses soient maîtrisées."

Mais c'est typiquement là que nous ne sommes pas performants en France : nous ne sommes pas efficaces pour diminuer les dépenses et dégager des marges de manœuvre en période de stabilité économique. Une partie du problème en France est que nous n'avons pas d'institution indépendante qui aide à garantir une trajectoire viable de la dette par rapport au PIB à moyen et long terme et que nous manquons d'un débat démocratique substantiel sur les coûts et les avantages des dépenses publiques et des priorités. Il y a un manque de transparence, de clarté et pas assez d'engagement du parlement

sur la base d'une analyse solide lorsque nous débattons des finances publiques."

Olivier a convenu que la planification à long terme mérite d'être financée par la dette : "Lorsque nous avons un plan pour les générations futures, que ce soit pour l'éducation ou la lutte contre le réchauffement climatique, nous pouvons nous endetter car nous utilisons l'argent d'aujourd'hui pour préparer l'avenir."

**“En France, nous n'avons pas d'institution indépendante qui permette de garantir une trajectoire soutenable de la dette par rapport au PIB à moyen et long terme”**

Hélène Rey, LSE

Les trois panélistes ont écarté la possibilité "radicale" d'une annulation de la dette nationale. "Il n'y a aucune raison actuellement de penser à annuler la dette, elle est soutenable", a déclaré Olivier Blanchard. "Quand on parle d'annulation de la dette, on parle de deux options. La première est l'annulation de la totalité de la dette, ce qui conduirait à la faillite de nombreux acteurs économiques, ce qui serait catastrophique. L'autre version est une annulation de la dette détenue par la Banque européenne ou la Banque de France, sauf que ce type d'annulation n'aurait aucun effet puisqu'il ne s'agirait que d'une opération comptable sans effet sur l'économie française."

Jean Tirole a précisé que l'idée d'une annulation de la dette repose sur des croyances erronées : "Elle serait préjudiciable, pour les détenteurs de la dette, mais aussi pour le pays qui perdrait la confiance des investisseurs et serait obligé d'équilibrer immédiatement son budget, alors qu'il n'a pas été capable de le faire depuis 50 ans."

